

- dix membres titulaires au plus représentant les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel ;
 - dix membres titulaires au plus représentant les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel.
- II.-Chaque organisation membre du conseil d'administration dispose d'un nombre de voix proportionnel à l'audience établie au niveau national et interprofessionnel en application du 3° de l'article [L. 2122-9](#).

D. 6323-20-2

Décret n°2018-1339 du 28 décembre 2018 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

- I.-Les membres du conseil d'administration doivent être en activité professionnelle ou avoir été en activité professionnelle au cours des cinq années précédant leur désignation. Ils peuvent se faire représenter par un suppléant désigné selon les mêmes modalités que le titulaire.
- II.-Les incompatibilités mentionnées aux articles [L. 6332-2-1](#) et [R. 6332-12](#) sont applicables aux membres de la commission paritaire interprofessionnelle régionale.
- III.-Les fonctions d'administrateur ou de salarié dans un opérateur chargé d'organiser et de financer le conseil en évolution professionnelle désigné par France compétences en application du 4° de l'article [L. 6123-5](#) sont incompatibles avec les fonctions d'administrateur ou de salarié d'une commission paritaire interprofessionnelle régionale.

D. 6323-20-3

Décret n°2018-1339 du 28 décembre 2018 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions des articles [R. 6332-13](#), [R. 6332-14](#) et [R. 6332-34](#) à [R. 6332-37](#) sont applicables aux commissions paritaires interprofessionnelles régionales.

Paragraphe 4 : Missions

D. 6323-20-4

Décret n°2019-1439 du 23 décembre 2019 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La commission paritaire interprofessionnelle régionale a pour mission :

- 1° L'examen, l'autorisation et la prise en charge des projets de transition professionnelle prévus à l'article [L. 6323-17-2](#) ;
- 2° L'examen et la vérification du caractère réel et sérieux du projet de reconversion professionnelle mentionné au 2° du II de l'article [L. 5422-1](#) ;
- 3° L'information du public sur les organismes délivrant du conseil en évolution professionnelle et le suivi de la mise en œuvre du conseil en évolution professionnelle sur le territoire régional prévus à l'article [L. 6223-17-6](#). Ce suivi donne lieu à la transmission annuelle d'un rapport à France compétences, réalisé sur la base d'indicateurs transmis par les opérateurs de conseil en évolution professionnelle et d'une méthodologie définie par France compétences ;
- 4° L'examen des recours mentionnés à l'article [R. 6323-16](#) et [R. 5422-2-2](#), et, le cas échéant, pour les projets mentionnés à l'article [L. 6323-17-1](#), la transmission d'une demande de médiation à France compétences prévue à l'article [R. 6123-14](#) ;
- 5° Le contrôle de la qualité des formations dispensées dans le cadre d'un projet de transition professionnelle prévus à l'article [L. 6316-3](#) ;
- 6° L'analyse des besoins en emploi, en compétences et en qualifications sur le territoire et l'élaboration de partenariats régionaux avec notamment l'Etat, le conseil régional et les acteurs du service public de l'emploi permettant l'élaboration et la mise en œuvre des parcours professionnels. La commission paritaire interprofessionnelle régionale organise des actions d'information sur la certification relative au socle de connaissances et de compétences professionnelles mentionné au I de l'article [D. 6113-30](#) et des sessions de validation de cette certification dans la région.